



Réponse de Bouygues Telecom aux consultations publiques de  
l'ARCEP

« Projet de décision fixant les conditions techniques d'utilisation des  
fréquences de la bande 3,8 – 4,2 GHz pour les systèmes mobiles à  
large bande de faible et moyenne puissances »

et

« Projet de modalités d'attribution des fréquences de la bande 3,8 –  
4,2 GHz pour les réseaux mobiles à très haut débit pour des besoins  
professionnels » du 2 juin 2025

Le 2 juillet 2025

Bouygues Telecom remercie l'ARCEP pour l'opportunité de contribuer à la définition du cadre d'utilisation de la bande 3,8 – 4,2 GHz.

### **Des conditions techniques rassurantes, mais à renforcer pour garantir la protection des réseaux mobiles**

Nous saluons la prise en compte par l'ARCEP des préoccupations des opérateurs mobiles concernant les risques d'interférences avec les réseaux opérant sous 3,8 GHz. L'obligation de synchronisation des systèmes utilisant la bande 3,8 – 3,9 GHz avec la trame de la bande 3,4 – 3,8 GHz constitue une mesure pertinente pour assurer une coexistence harmonieuse.

Cependant, nous recommandons que la décision finale prévoie explicitement la possibilité pour l'ARCEP d'imposer localement cette trame de synchronisation dans la bande 3,9 – 4,2 GHz, en cas de brouillages avérés ou de risques de brouillage entre utilisateurs. Cette mesure permettrait de préserver l'intégrité des réseaux mobiles existants et futurs dans la bande 3,4 – 3,8 GHz.

Par ailleurs, la transparence sur les déploiements est essentielle. Si la mise à disposition des informations via le portail DALI de l'ARCEP est un pas dans la bonne direction, il est impératif de garantir que les obligations de déclaration auprès de l'ANFR (COMSIS/ISITS) soient effectivement respectées par les titulaires d'autorisations.

### **Une quantité de spectre excessive pour les réseaux mobiles privés**

L'ouverture de l'intégralité de la bande 3,8 – 4,2 GHz (soit 400 MHz) pour des réseaux professionnels locaux nous semble disproportionnée au regard des besoins exprimés, tant en France qu'à l'international vu les attributions de fréquences dans les pays ayant déjà ouvert des bandes comparables pour les réseaux mobiles privés. Une telle allocation risque de conduire à une sous-utilisation à long terme du spectre.

Nous recommandons de procéder à une attribution de la bande en commençant par le haut, notamment à proximité directe de la bande 4.2-4.4GHz lorsqu'il n'y a pas d'incompatibilité avec les critères retenus pour la protection des radioaltimètres. Cette stratégie permettrait de préserver les fréquences de la bande 3,8 – 4,0 GHz pour un usage potentiel par les réseaux mobiles, dans l'hypothèse d'une évolution des conditions d'utilisation (notamment en matière de puissance).

### **Prise en compte de la réalité des déploiements indoor dans la définition des obligations de couverture**

Le paragraphe 3.3.2 du document soumis à consultation précise les obligations de couverture en pourcentage de la zone d'autorisation tout en précisant que ça concerne l'intérieur et l'extérieur des bâtiments. Cette définition semble difficilement compatible avec la réalité des projets qui concerneront des environnements indoor complexes. Dans de tels environnements, le titulaire pourrait n'avoir l'intention que de couvrir partiellement les bâtiments (certains bâtiments du site, certains étages, un atelier de production,...) tout en ignorant d'autres zones (bureaux, sous-sols,...). Ces déploiements pourraient par ailleurs être réalisés par phases. Aussi, l'exigence de couverture de 95% des bâtiments ou de 95% de la zone englobant des bâtiments semble incompatible avec la réalité de certains projets industriels.

L'ARCEP pourrait différencier les obligations de couverture pour l'usage indoor et pour l'usage outdoor éventuellement en permettant aux titulaires de démontrer l'usage effectif du spectre par des indicateurs de trafic sur la zone d'autorisation, en complément ou en substitution d'un critère

de couverture surfacique. Il nous paraît plus pertinent de définir ces obligations de couverture dans les modalités d'attribution plutôt que de proposer des obligations « adaptées » qui ouvrirait la voie à une thésaurisation du spectre, sans garantie d'usage effectif.

Nous appelons donc à un encadrement plus strict de ces engagements, avec des critères d'évaluation clairs, afin de garantir une utilisation effective et efficiente des fréquences.

### **Ambiguïté sur le type de réseaux autorisés**

L'ARCEP qualifie les réseaux visés comme des « réseaux mobiles à très haut débit pour des besoins professionnels (RMP) », distincts des réseaux ouverts au public au sens du CPCE. Toutefois, une ambiguïté subsiste quant aux services autorisés sur ces réseaux.

Nous recommandons que l'ARCEP précise explicitement que ces réseaux doivent être considérés comme indépendants du service mobile, au sens de l'article L.32 du CPCE, en cohérence avec le projet de décret redevances mis en consultation par la DGE. Cette clarification est indispensable pour éviter toute dérive vers des offres concurrentes aux services des opérateurs mobiles, dans un contexte où ces derniers disposent de moins de spectre dans cette gamme de fréquences.